Document généré le 24 avr. 2024 12:03

Études internationales

RODRIK, Dani. *The New Global Economy and Developing Countries : Making Openness Work*. Washington, D. C, Overseas Development Council, Policy Essay No. 24, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1999, x-168 p.

Marie Lavigne

Volume 30, numéro 4, 1999

Les relations internationales des régions en Europe

URI : https://id.erudit.org/iderudit/704100ar
DOI : https://doi.org/10.7202/704100ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Lavigne, M. (1999). Compte rendu de [RODRIK, Dani. *The New Global Economy and Developing Countries : Making Openness Work.* Washington, D. C, Overseas Development Council, Policy Essay No. 24, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1999, x-168 p.] *Études internationales*, *30*(4), 827–829. https://doi.org/10.7202/704100ar

Tous droits réservés © Études internationales, 1999

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

tion. Au-delà de ces quelques remarques, l'ouvrage fournit des informations utiles sur l'activité de certaines compagnies canadiennes dans le contexte difficile du *cultural business* japonais dont la compréhension exige une lecture attentive de la Culture nippone, élément absent ici.

Houchang HASSAN-YARI

Département de science politique
Collège militaire royal du Canada, Kingston

The New Global Economy and Developing Countries : Making Openness Work.

RODRIK, Dani. Washington, D. C., Overseas Development Council, Policy Essay No. 24, Baltimore, The Johns Hopkins University Press, 1999, x-168 p.

Dani Rodrik, professeur d'économie politique internationale à l'Université Harvard (John F. Kennedy School of Government) et conseiller à l'Overseas Development Council, présente dans cet ouvrage une vision instrumentale et non conventionnelle de la manière dont les pays en développement peuvent tirer parti de la globalisation.

Dans la vision conventionnelle néoclassique, la globalisation – l'insertion dans l'économie internationale – ne peut qu'être bénéfique aux pays en développement et améliorer leur performance économique, à une condition : pratiquer une ouverture sans restrictions au commerce international et aux mouvements de capitaux. D. Rodrik soutient qu'il n'y a pas de lien direct de cause à effet entre l'ouverture et une croissance durable. Un tel lien existe à condition que la stratégie de libéralisation internationale se complète de politiques internes et d'une amélioration des institutions. Le livre s'appuie sur deux notions clés. La première est la promotion de l'investissement privé interne, non par des politiques volontaristes de type keynésien qui ont montré depuis longtemps leurs limites, mais par la création d'un environnement encourageant cet investissement. La seconde est la gestion des conflits : il s'agit de mettre en place ou d'améliorer les institutions correspondantes (garanties des libertés civiques et politiques, partenariats sociaux, filet de sécurité sociale) de manière à résoudre ou atténuer les conflits et inégalités résultant de la stabilisation macroéconomique et des changements rapides dans l'environnement international.

Cependant, il serait illusoire de penser qu'une recette unique (ou un ensemble de recettes identiques) puisse être appliquée. Il n'y a pas un modèle unique de «bonne conduite économique» : tous les pays qui ont réussi par le passé ont développé leur propre version nationale de capitalisme, y compris par des politiques hétérodoxes.

L'introduction à l'ouvrage s'ouvre sur une saynète : la journée type d'un ministre des Finances d'un pays en développement qui a relativement bien réussi à se mettre sur orbite de la globalisation. Le ministre consulte la presse (écrite et électronique) pour vérifier l'état des marchés internationaux et s'assurer que son pays ne fait pas l'objet de critiques négatives. Rassuré, il décide sur-le-champ de ne pas relever les taux d'intérêt. Le *Financial Times* du jour contient un article expliquant qu'un pays voisin va être attaqué à l'Organisation Mondiale du Commerce par les États-Unis au motif que les aides régionales accordées par ce

pays violent les règles de l'OMC : le ministre se dit qu'il faudra voir avec son collègue du Commerce si leur pays est bien en règle, lui. Ensuite il réunit son cabinet pour discuter de la prochaine consultation avec le FMI. Celui-ci est inquiet de la montée du déficit budgétaire et des retards pris dans la réforme des pensions. On décide de calmer le FMI par une note sur des prévisions budgétaires plus optimistes pour l'an prochain (résultant d'un gel des salaires dans la fonction publique). Puis arrive une délégation d'une grande agence de notation, dont le rating peut déterminer le crédit international du pays. Le ministre donne de bonnes nouvelles : la croissance reprend, les exportations ont augmenté de 15 %, la principale société d'État (pétrolière) est sur le point d'être privatisée, les répercussions de la crise asiatique ont été maîtrisées. La journée se poursuit: déjeuner-débat (sur les bienfaits de la globalisation), rencontre avec les grands exportateurs (on leur promet des allégements fiscaux), et avec le PDG d'une grande compagnie pétrolière intéressée par la privatisation. Le ministre quitte le ministère, hué par le piquet de grève qui manifeste depuis des jours sur les retards dans la paye des agents publics. Il ne sera pas en retard pour voir sa série américaine préférée à la télé.

Cet apologue très pédagogique illustre bien les contraintes qui pèsent aujourd'hui sur les pays en développement: il faut se plier (au moins formellement) aux injonctions des organisations internationales, tenir un discours ultralibéral tout en cherchant à composer avec une opinion publique parfois combative. Mais les temps changent : la crise asiatique et la panique financière qui a suivi tendent aujourd'hui à remettre en cause le fameux «consensus de Washington» sur les vertus de la stabilisation-libéralisation, qui a été depuis 1980 la bible des institutions financières internationales dans la conduite de leur aide au développement.

Le second chapitre explique pourquoi l'ouverture est importante : non pas pour les raisons données classiquement dans la perspective de la croissance tirée par les exportations, mais pour des raisons tenant à l'importation : d'idées (techniques, concepts); de biens et services, surtout ceux liés à l'investissement; de capital (sous la forme d'investissement direct); d'institutions (particulièrement importante dans le cas d'adhésion à des groupements régionaux, comme l'importation de l' «acquis communautaire» pour les candidats à l'Union Européenne, ou celle des institutions commerciales pour l'adhésion à l'OMC).

Le chapitre 3 sur l'investissement comme variable stratégique part de deux expériences à succès, la Corée du Sud et l'île Maurice. Les deux pays ont réussi à dynamiser l'investissement domestique par différents moyens. Rodrik en profite pour réfuter l'histoire traditionnelle de la Corée comme l'illustration de l' «exportled growth»; bien sûr, les exportations se sont envolées, mais c'est plutôt un résultat qu'une cause. La cause déterminante, fut la progression, soutenue par l'État, de l'investissement, et cela s'applique aussi à Singapour et Taiwan (Hong Kong étant un cas à part). L'auteur introduit à ce propos le concept et une analyse des «investment transitions» : les cas où, dans des pays en développement, les stimulants à l'investissement ont fait la différence. Non

que la priorité à l'investissement soit une recette infaillible de succès : si c'était le cas, les pays à économie centralement planifiée auraient dû devenir les leaders du monde ! L'important est de sensibiliser les acteurs économiques à la rentabilité des investissements et pour cela d'encourager sélectivement le secteur privé.

Le chapitre 4 est consacré à la gestion des turbulences dans l'histoire économique récente. L'auteur s'attaque à des certitudes bien établies : analysant la première grande «turbulence» mondiale, le choc pétrolier de 1973, il montre que si les pays en développement ont alors abandonné la stratégie de l'importsubstitution, devenue le symbole de l'inefficacité et de l'inadaptabilité aux chocs extérieurs, la véritable cause de leurs difficultés n'était pas cette stratégie – souvent justifiée avant 1973 – , mais l'incapacité à adapter leurs politiques macroéconomiques à la crise. Les exemples de la Corée (positif), de la Turquie et du Brésil (négatifs) illustrent ce point. Ceci veut-il dire qu'il suffisait d'appliquer les principes plus tard incorporés dans «le consensus de Washington» ? Rodrik débouche alors sur sa thèse centrale : il ne suffit pas d'élaborer un jeu de «bonnes politiques», il faut désamorcer les conflits sociaux internes que leur application peut faire surgir par des institutions efficaces et démocratiques de «gestion des conflits». Les mêmes leçons peuvent être tirées de la résolution de la crise asiatique de 1997, qui n'est pas davantage la crise de l' «exportled growth» que le choc pétrolier de 1973 n'était la crise de l'import-substitution.

Un chapitre particulier est consacré au cas de l'Afrique. Bien que certains cas de succès soient analysés (île Maurice dans les années 70, Ghana et Ouganda dans les années 80), et que Rodrik récuse la «fatalité africaine» qui devrait maintenir à jamais l'Afrique dans une position marginale vis-à-vis de la globalisation, ce chapitre est probablement le moins convaincant – et le moins convaincu : «il est clair que les pays d'Afrique sub-saharienne peuvent croître rapidement si les circonstances sont favorables. En même temps, il y a des limites évidentes à ce que la politique commerciale, ou une orientation vers l'extérieur, peuvent obtenir.» (p. 131).

La conclusion revient à l'apologue du début : la journée type du ministre des Finances d'un pays en développement . Ce ministre a consacré trop de temps à gérer les facteurs externes – organisations internationales, marchés financiers, investisseurs étrangers, et n'a pensé qu'une minute à son opinion publique; pourtant c'est à celle-ci qu'il se devait de rendre compte d'abord.

Cet ouvrage se lit avec intérêt et est présenté très intelligemment, dans un style simple, avec une série de graphiques et de sources chiffrées qui ajoutent à sa crédibilité scientifique. C'est aussi un appel à la démocratie et aux solutions nationales contre la toute-puissance aveugle des marchés internationaux et à la prétention à l'omniscience des organisations internationales. Mais au fond c'est bien toujours le même «consensus de Washington» qui s'applique – interprété à la sauce nationale avec quelques ajouts hétérodoxes.

Marie LAVIGNE

ISMEA, Paris